

LIBERTES DE CROYANCES ET PRATIQUES RELIGIEUSES

Sujet classique.

Difficulté : ne blesser personne, car si on parle du sujet en dehors de ses notes de cours, on risque d'avoir un caractère désobligeant ou une opinion excessive alors attention à ne parler que de ses notes !

La liberté de croyance et de pratiques est un aspect particulier de la liberté d'opinion elle y est incluse mais elle la dépasse.

Elle s'y intègre, car elle consiste pour un individu à donner son adhésion à une religion, voire à ne pas être croyant.

Le croyant ayant le *droit de choisir librement*, la liberté de conscience est donc un ***prolongement naturel de la liberté d'opinion***.

Mais dans majorité des cas, la religion ne s'épuise pas dans la foi ou la croyance. Elle donne naissance à une pratique qui en est l'un des éléments fondamentaux.

Laquelle pratique pose des problèmes difficiles (pratiquer suppose de respecter les interdits alimentaires, les calendriers, etc.). Si l'on veut garantir la liberté religieuse, on doit garantir le libre exercice des cultes.

D'où des problèmes difficiles voire même insolubles :

Une partie des élèves pouvant en conséquence ne pas travailler le vendredi, une autre, le samedi, une autre le dimanche.

Et la démocratie est impuissante à régler ce problèmes.

Comment faire aussi pour respecter les interdits alimentaires des pratiquants.

Un tel problème suppose une conciliation entre les exigences de l'Etat (par exemple, dans la continuité des services publics) et les différentes exigences des religions qui cohabitent sur le territoire. Une adaptation permanente entre l'ordre public et la liberté de conscience est nécessaire.

Pour éclairer le sujet :

I - Histoire des relations entre l'Eglise et l'Etat en France.

II - La conception française de la laïcité

III – Les problèmes posés par la montée des intégrismes.

- **I - Histoire des relations entre l'Eglise et l'Etat en France.**

L'âge d'or de la cohabitation religieuse a peut-être été l'époque concordataire.

A / L'ancien Régime

Etait dominé par des ***rapports étroits*** entre la religion catholique et l'Etat.

Mais il ne faut pas oublier les nombreux conflits entre l'Eglise et les rois de France : *gallicanisme, remariages de certains rois, statuts réservés à certaines minorités.*

Les relations ont été codifiées par le Concordat de Bologne de 1516 :

- La nomination des dignitaires de l'Eglise était laissée au Roi, qui accordait à l'Eglise une place pré-éminente : le deuxième Ordre de l'Etat, qui était alors représenté aux Etats Généraux.

Les biens de l'Eglise, dits de « main morte », étaient largement hors de l'impôt.

Des missions de service public lui étaient exclusivement dédiées : l'assistance aux pauvres, l'enseignement, l'état civil, l'hôpital.

Concernant la pré-éminence de l'Eglise, on peut s'interroger relativement à la religion du roi de France : devait-il être catholique ?

La réponse doit être nuancée : le problème s'est posé en 1589, lorsque Henri III a été assassiné par Jacques Clément.

Le jeu normal de la dévolution successorale, offrait le trône à Henri de Navarre, protestant. D'où deux options : la catholicité primait sur la masculinité : la plus proche parente du roi, l'Infante Claire Isabelle, mariée au roi d'Espagne Philippe II tenait alors parti. En sens contraire, l'autre parti prétendait que la dévolution devait se faire par primogéniture masculine.

Le parlement de Paris a rappelé dans l'arrêt **Lemaistre du 28 juin 1593** que la dévolution de la Couronne doit respecter la loi salique, laquelle exclut les femmes du Trône¹.

La loi salique a une origine incertaine. Rédigée à l'époque de Clovis, et appliquée en France au moment de l'extinction d'une dynastie précédente en 1328 au moment de la mort de Charles IV le Bel qui ne laissait qu'une fille d'où la loi salique.

1593 : loi salique prévaut sans trancher la difficulté que Henri était de religion réformée mais, en Angleterre, cependant, une femme régnait de 1548 à 1603. Il n'y avait pas d'extravagance que la France eut une reine. Mais, dans un contexte de guerre civile, Henri de Navarre abjura en 1494 et fut sacré roi de France. Ce qui fut résumé dans la formule « Paris vaut bien une messe ».

Devenu Henri IV, il va signer entre le 3 et le 30 avril **1598** les « Edits de Pacification du Royaume² », plus connus sous l'appellation d'**édit de Nantes**, qui est la première grande conciliation nationale entre l'ordre public et la liberté de conscience.

Observons que pendant la quasi-totalité du règne d'Henri IV le principal ministre, Sully, sera protestant.

L'Edit de Nantes accordait aux protestants l'intégralité des droits civiques (garantissant leur accès à tous les emplois), leur accordait une liberté de pratiques religieuses, dans deux villes par bailliage, ainsi que dans toutes les villes où le culte réformé existait de fait, sauf à Paris et quelques autres grandes villes.

L'Edit prévoyait la création dans quatre villes de tribunaux mi-parties appelés à juger en dernier ressort les affaires dans lesquelles la Religion Réformée était impliquée.

C'est une position exemplaire de la France au regard universel.

Mais, cet exemple unique en Europe fut accueilli avec beaucoup de réticences par les Parlements du Royaume. Lesquels ne l'enregistrèrent qu'avec beaucoup de retard (ainsi, à la mort d'Henri IV, tous les parlements l'avaient enregistré... Depuis deux mois seulement). Et, l'attitude des notables – des parlements sous Henri IV – permet de mieux comprendre les tragiques retours en arrière ultérieurs : de la révocation de l'Edit de Nantes / de la collaboration-délation des juifs sous l'occupation.

Finalement, on peut dire que l'Edit de Nantes, en avance sur son temps ne pouvait pas survivre à Henri IV sans une volonté forte, que n'avaient pas les successeurs d'Henri IV.

Louis XIII supprime les garanties militaires (Places fortes, notamment La Rochelle. C'est la « Grâce d'Alès » 1629), affaiblissant, dès lors, les protestants.

Louis XIV, ensuite, révoque l'Edit de Nantes, par l'Edit de Fontainebleaux, qui oblige les pasteurs à se convertir ou à quitter le territoire sans pouvoir emmener leurs enfants, détruit les places fortes protestantes et interdit aux protestants d'émigrer.

¹ « (...) Que les lois fondamentales de ce royaume soient gardées et les arrêts donnés par ladite cour pour la déclaration d'un roi Catholique et français exécutés; et qu'il y ait à employer l'autorité qui lui a été commise pour empêcher que sous prétexte de la religion, ne soit transférée en main étrangère contre les lois du royaume ; et pourvoir le plus le plus promptement que faire se pourra au repos ou soulagement du peuple, pour l'extrême nécessité en laquelle il est réduit; et néanmoins dès, à présent ladite cour déclare tous traités faits et à faire ci-après pour l'établissement de prince ou princesse étrangers nuls et de nul effet et valeur, comme faits au préjudice de la loi salique et autres lois fondamentales de l'état.

² Les textes marquent la fin de la guerre avec l'Espagne et la reddition de la Bretagne alors tenue par le Duc de Mercœur.

Il renforça la rigueur de la révocation par une politique de conversions forcées : les sinistres dragonnades.

Après la mort de Louis XIV, le Régent, plutôt tolérant, puis Louis XV tolérant (puis intolérant), feront le lit de l'affaire du **supplice de Calas** (Protestant soupçonné d'avoir poussé son fils au suicide quand ce dernier voulait se convertir. Il fut condamné à mort sans motivation, le 9 mars 1762, par le Parlement de Toulouse), qui fait bien apparaître le caractère confessionnel de l'affaire.

En 1787, Louis XVI signe l'Edit de Tolérance, préparé par Malesherbes, qui concerne « tous ceux qui ne font pas profession de la religion catholique ». Le texte accordait aux protestants la liberté de conscience, un état civil, mais semblait surtout s'intéresser à la seule religion protestante.

Louis XVI restant d'une grande fermeté à l'égard des autres religions.

« M. de Malesherbes, vous vous êtes fait protestant, maintenant je vous fais juif », dans l'optique de réaliser un Edit concernant les juifs, qui ne vit pas le jour à cause de la Révolution.

Les juifs : les *Juifs Portugais* établis dans le Sud-Ouest de la France, ont fuit l'Espagne, et ont alors repris leur religion.

La Révolution a poursuivi le projet de Louis XVI, le 28 janvier 1790, en confirmant les droits des juifs du Sud Ouest auxquels on a ajouté les Avignonnais (annexé par la France). Louis XVI promulgue le texte.

La question des 20 000 juifs établis en Alsace Lorraine ainsi que la centaine de juifs parisiens.

« Décret » de 27 septembre 1791 voté par la Constituante, qui émancipe les juifs de France.

« Il faut tout refuser aux juifs comme nation et tout leur accorder comme individus. Il faut qu'ils ne soient dans l'Etat ni un corps politique ni un ordre » (Comte de Clermont-Tonnerre)
Texte promulgué par Louis XVI le 13 novembre 1791.

« Livre des égarés » (M. Debré, fils), où il est question d'un juif parisien, ardent, qui se présentant à la mairie pour prêter serment quelques jours après à la promulgation du texte.

Accueilli par l'officier d'état civil, il se voit invité à quitter sa kippa. Sa réflexion au sortir de la mairie : « c'était pour ça ? ». Nota ; le serment devait se prêter tête nue...

B / Période révolutionnaire

Trois textes :

- a) Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui, à son article 10, règle parfaitement la position du droit français en la matière : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. ».
- b) La constitution civile du clergé 12 juillet 1790 : texte qui francise la religion catholique. Le Professeur Le Marinier, développe la thèse qu'une opposition de Louis XVI aurait pu arrêter le court de la Révolution. Or, Louis XVI le promulguera...
La constitution civile prévoyait l'indépendance du clergé à l'égard du Vatican, la nationalisation des biens de l'Eglise, la sécularisation des actes de l'Etat civil, fonctionnarisation du clergé, répartition du clergé en 83 évêchés, élection des évêques et des curés. Le Vatican refuse de sanctionner le texte et la Constituante impose aux prêtres un serment de fidélité à la Constitution du Royaume. On verra dès lors, d'un côté les jureurs (52% du bas clergé et seulement 4 évêques) et les réfractaires.
- c) La constitution de l'An III 22 août 1795, approuvée par référendum. Texte extrêmement long et dont l'Article 454 stipule que : « nul ne peut être forcé à contribuer aux dépenses d'un culte. La République n'en salarie aucun ».

- d) Et loi du 22 germinal an IV réprimait les manifestations extérieures de religion, sous peine de déportation des prêtres qui troubleraient la tranquillité publique

C / Epoque concordataire

Cette période commence en 1801, par la signature du Concordat et se termine en 1879.

Bonaparte, premier Consul, voit que la France n'est pas mûre pour être un Etat sans religion. Il voulu que la France et les français eussent une religion : « je me ferai mahométan s'il le faut mais les français ont besoin d'une religion ».

Il commanda un rapport par le Conseil d'Etat, sur l'état d'esprit du pays sur le plan religieux. Celui-ci indique ainsi : « le sentiment des français peut se résumer ainsi : on aimerait mieux des cloches sans prêtres que des prêtres sans cloches » (des prêtres sans cloches, qui font la morale, « non », mais une tradition « oui »).

Le Concordat deux textes :

- le 15 juil. 1801, Concordat signé entre Bonaparte et Pie VII
- complété par des articles organiques, ajoutés en 1802 par Bonaparte.

Ces textes s'applique toujours en Alsace Moselle.

- Ils posent le droit pour le Premier Consul de nommer les évêques,
- Le principe bonapartiste de l'autorité de haut en bas de la hiérarchie,
- La liberté des cultes.
- La reconnaissance de certains cultes, qui bénéficieront d'une aide de l'Etat. Les autres cultes non-reconnus seraient simplement « licites » (autorisés mais pas aidés).

Bonaparte reconnaissant le culte catholique comme constituant la principale religion des français mais ne reconnaissant pas le catholicisme en religion de l'Etat : les cultes reconnus : catholicisme, deux cultes protestants, culte juif.

Création d'un ministère des cultes, fonctionnarisation des « ministres des cultes ».

Prévoit la procédure de l'appel comme d'abus : procédure disciplinaire devant le Conseil d'Etat contre les membres du clergé qui auraient fait un acte contraire aux intérêts de l'Etat.

La monarchie de juillet et le Second Empire sont des périodes de tolérance, durant lesquelles les protestants et les juifs vont jouer un grand rôle. Citons Guizot (protestant, Premier Ministre), Crémieux (juif, deux fois ministre), qui symbolisent l'ouverture de la société.

D / Marche vers la séparation de l'Eglise et de l'Etat

Le processus commence en 1879, après la démission de Mac Mahon en temps que Président de la République.

Les anticléricaux d'avant étaient des théoriciens qui condamnaient l'inquisition, la condamnation de Galilée (dès 1860 Ledru Rollin et la mouvance spiritualistes lançaient des attaques contre l'Eglise et contre les méfaits des jésuites)..

Vient une nouvelle génération positivement laïque pour une laïcité de combat, dont font partie Gambetta et les républicains, hommes de gauche.

La France se laïcise entre 1880 et 1905 : laïcisation en 1881 des hôpitaux et des cimetières, Ferry laïcise les écoles, 1884 rétablissement du divorce, abolition des prières à l'entrée des Chambres, obligation faite aux séminaristes d'accomplir leur service militaire, loi de 1901 excluant du bénéfice du statut des associations les congrégations religieuses non-autorisées, rupture des relations diplomatiques avec le St siège.

- II - La conception française de la laïcité

La république ne reconnaît aucun culte et assure la liberté de conscience.

Loi du 9 juillet 1905, séparation de l'Eglise et de l'Etat, instituant une laïcité à la française :

§ 1 - La République ne reconnaît aucun culte :

Le texte abandonne ainsi le système des religions reconnues, effaçant toute distinction entre les cultes reconnus et ceux qui ne l'étaient pas.

Ce qui pose le problème des sectes dès ce moment-là.

Ce qui explique que la Commission Parlementaire de 1995, ait conclut que le principe de la neutralité de l'Etat signifie que les croyances religieuses ne sont pas un fait public. Sous réserve des restrictions liées faites de l'ordre public, le fait religion relève de la seule sphère privée des individus.

Il en résulte que les dérives du phénomène sectaire ne doivent être appréhendé que sur le terrain du droit commun.

S'il y a une loi anti-secte 12 juin 2001, celle-ci ne fait que modifier l'abus de faiblesse des personnes en état de sujétion 313-4 C Pénal, n'est qu'une loi pénale.

§ 2 - La République ne salarie aucun culte :

Plus de budget des cultes, plus de salariés ministres des cultes. Cessation de l'intervention de l'Etat dans la nomination des dignitaires des cultes.

Le personnel de l'enseignement secondaire public doit être laïc.

Dans son arrêt du **10 mai 1912 « Abbé Bouteyre »**, le Conseil d'Etat valide la décision du ministre qui avait refusé l'admission à l'agrégation d'un religieux :

L'abbé Bouteyre avait déféré « au Conseil annuler pour excès de pouvoir une **décision** notifiée au requérant le 8 juin 1911, **par laquelle le ministre de l'instruction publique a refusé de l'admettre à prendre part au concours de l'agrégation de philosophie** de l'enseignement secondaire qui a été ouvert en 1911, à raison de sa qualité de prêtre de l'église catholique

Considérant que l'agrégation a été instituée exclusivement en vue du recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire public ; qu'elle ne confère pas aux agrégés un grade universitaire, mais un titre d'ordre professionnel, dont l'objet est d'assurer aux maîtres, qui l'ont obtenu après concours, des avantages particuliers dans la carrière de l'enseignement public ; que les textes précités ont donc pu légalement, étant donné ce caractère de l'agrégation, ne pas la rendre accessible à tous, mais la réserver aux candidats agréés par le ministre, chef responsable du service de l'enseignement secondaire public

Qu'en refusant, par la décision attaquée, d'admettre le requérant à prendre part au concours d'agrégation de philosophie, le ministre de l'Instruction publique n'a fait qu'user à l'égard de ce candidat, dans l'intérêt du service placé sous son autorité, du droit d'appréciation qui lui a été réservé par le décret du 10 avril 1852 (instituant l'agrégation). »

et Tribunal administratif de Paris 7 juillet 1970 Spagnol, admettant qu'un ecclésiastique puisse se présenter à un concours d'agrégation de langues³.

La loi de 1905 ne s'applique pas en Alsace Moselle. Une fois cette région redevenue

française, le Parlement Français ayant refusé d'établir le système laïque sur ces territoires.

Le Président de la République nomme par décret l'évêque et le Pape nomme alors par Bulle ledit évêque. Ces deux actes sont alors soumis au Conseil Constitutionnel.

La loi ne s'applique pas en Guyane CE 9 octobre 1981, ni à Mayotte.

§ 3 - - Interdiction de subventionner les organismes religieux :

La loi de 1905 a interdit de manière subtile l'inscription de crédits en vue de subventionner à titre permanent et régulier le service des cultes.

³ Cf : documents complémentaires : LP8 liberté de croyance pratique religieuse JSP.pdf ,qui décrit la définition jurisprudentielle de la notion de la liberté de conscience des agents publics, autour de deux objets :

l'appartenance religieuse des agents publics (se référant aux arrêts Demoiselle Weiss, CE 28 avril 1938 [sanction par le Conseil d'Etat d'une sanction disciplinaire fondée sur l'appartenance religieuse de l'enseignant], Demoiselle Beis, CE 25 juillet 1939 [le Conseil d'Etat censure l'administration qui avait rejeté une candidature, dont le dossier révélait une formation issue d'établissement confessionnel], Demoiselle Pasteau, CE 8 décembre 1948 [Le Conseil d'Etat annule le licenciement d'une enseignante fondé exclusivement sur ses croyances religieuses] et le recrutement d'ecclésiastiques dans l'enseignement public (se référant aux jurisprudences *Abbé Bouteyre* et *Spagnol*).

Il en résulte que l'Etat peut subventionner à titre particulier et ponctuel des activités qui ne relèvent pas au sens strict des services des cultes (actions de bienfaisance et activité hospitalières). Il en résulte aussi que l'Etat peut aussi subventionner les aumôneries dans les asiles et les prisons.

Cette analyse permet aussi d'assumer la prise en charge des frais des offices religieux et les émissions radio-télé.

Par contre, la jurisprudence interdit les subventions accordées par les collectivités publiques ***en vue de favoriser un culte***.

Exemples :

- Le Conseil Général de Loire Atlantique votant une subvention pour la visite de Jean Paul II à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Vendée, sur la Tombe de saint Louis Grignon de Montfort. Le Tribunal Administratif de Nantes, par jugement de janvier 1998 a annulé la délibération du Conseil Général⁴.

- Le Conseil Municipal de la ville de Reims avait décidé en 1996 de subventionner la messe de Jean-Paul II à l'occasion de l'anniversaire du baptême de Clovis.

Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne a estimé qu'il s'agissait d'un culte Gaz Pal 1996 II p. 643.

La République assure la liberté de conscience :

L'article 1^{er} de la constitution le proclame : *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. « Son organisation est décentralisée. »*

Article 31 de la loi 1905 a créé le délit d'obstruction à la liberté de conscience⁵ (Cf, jugement du 2 juin 1982, répression de ceux qui cherchent à réprimer un culte).

III – Les problèmes posés par la montée des intégrismes.

Évolution récente des intégrismes :

On prête communément à André Malraux la phrase : « le XXI^{ème} siècle sera religieux ou ne sera pas ».

La réponse à cette question posée sous forme de sentence est évidente aujourd'hui en France. On doit souligner la grande pratique religieuse des musulmans de France.

L'affaire du tchador, dont le point de départ résidait dans la sanction appliquée à des élèves d'un lycée de Montfermeil, suite au port du tchador.

⁴ LES PAYS DE LA LOIRE règlent les comptes de la visite de Jean Paul II dans leur région, en septembre 1996. Saisi par deux citoyens l'un du Maine-et-Loire, l'autre de Loire-Atlantique, le tribunal administratif de Nantes vient d'annuler une délibération du conseil régional des Pays de la Loire, présidé par Olivier Guichard (RPR), qui, le 13 mai 1996, avait attribué 100 000 francs à l'évêché de la ville. Cette subvention avait contribué au financement de l'accueil du pape à Saint-Laurent-sur-Sèvre, en Vendée, où Jean Paul II s'était recueilli sur la tombe de saint Louis Grignon de Montfort, prédicateur itinérant qui, au début du XVIII^e siècle, répandit la dévotion mariale dans les provinces de l'Ouest. L'évêque de Rome s'était ensuite rendu au pèlerinage de Sainte-Anne-d'Auray, dans le Morbihan.

Pour censurer cette subvention, la juridiction administrative s'est fondée sur l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905. « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte », proclame ce texte qui sépare l'Eglise de l'Etat. La loi ordonne que soient « supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes ». Le tribunal a étendu cette règle à la région, collectivité territoriale qui n'existait pas en 1905.

Saisi par un habitant de Laval, le tribunal administratif de Nantes a aussi annulé une délibération du conseil général de la Mayenne, présidé par Jean Arthuis (UDF-FD), ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement d'Alain Juppé, qui avait attribué 20 000 francs au comité d'organisation de la visite du pape à Sainte-Anne-d'Auray. Il n'a pas, cette fois, invoqué la loi de 1905, mais s'est contenté de dire que le département ne pouvait financer une action ayant eu lieu hors de ses frontières.

Alors que la ville de Nantes s'apprête à commémorer le quatre centième anniversaire de l'édit portant son nom l'édit de Nantes, signé en 1598 par Henri IV fixait le statut des protestants de France et avait pour objet de permettre leur cohabitation avec les catholiques, la laïcité reste, dans cette région, un objet de débat. Le tribunal administratif ne donne pas toujours raison à ceux qui s'en veulent les plus ardents défenseurs.

Les élus de gauche de deux communes rurales de Loire-Atlantique, Vallet et Joué-sur-Erdre, contestent la présence d'un crucifix sur le mur de la salle de délibération de leur mairie, au nom des principes républicains. Le tribunal administratif de Nantes, qu'ils avaient saisi pour faire enlever ces « signes ostentatoires » d'une appartenance religieuse, leur a donné tort. Il a considéré que « les décisions prises en matière de décoration des salles de mairie, y compris celles où ont lieu les séances du conseil municipal, constituent des mesures d'ordre intérieur qui ne sont pas susceptibles d'être attaquées devant le juge, de l'excès de pouvoir ».

ADRIEN FAVREAU – Le Monde 22 janvier 1998

⁵ ART. 31.- Sont punis d'une amende de seize francs à deux cents francs et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association culturelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte. Voir aussi l'ART. 32.- Seront punis des mêmes peines ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

Lionel Jospin, alors Ministre de l'éducation, avait saisi le Conseil d'Etat, en 1989, pour avis. Le Conseil d'Etat rendit son avis le 29 novembre 1989, disant : le principe de la laïcité interdit toute discrimination dans l'accès à l'enseignement qui serait fondé sur les croyances des élèves.

La liberté de croyance ne peut être admise que si elle ne trouble pas l'ordre dans l'établissement ou le fonctionnement normal du service public.

Jurisprudence suivie en équité par le Conseil d'Etat, autour de deux principes :

- le fait de porter un tchador ne constitue pas une atteinte au principe de laïcité (CE 27 novembre 1996 Ministre de l'Education c/ Khadid).

- Double limite du principe : Il ne faut pas que cette pratique soit génératrice de troubles à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement (CE 27 novembre 1996 Chabou).

Le port du foulard islamique ne peut pas être autorisé lorsqu'il fait courir des dangers notamment en classe d'éducation physique et en classe de technologie CE 10/03/95 et CE 20 oct. 1999 ministre de l'Education nationale / époux Ait Hamad.

Jurisprudence équilibrée qui s'applique également aux pratiquants des autres religions (israélite : CE 14/04/95 « Cohen », où il s'agissait d'un recours engagé contre l'obligation d'assister à des cours le samedi : les contraintes inhérentes en classe de Math Sup font obstacle à ce que l'élève bénéficie d'une dérogation systématique, dès lors que l'emploi du temps comporte un nombre important de cours et d'examens le samedi matin).

« (...) si les requérants soutiennent que ces dispositions réglementaires portent atteinte à la liberté religieuse garantie aux élèves par les dispositions précitées, en donnant à l'obligation de respecter les horaires définis par l'emploi du temps de l'établissement un caractère général et absolu, sans prévoir la possibilité de dérogations fondées sur la pratique religieuse, lesdites dispositions n'ont pas eu pour objet et ne sauraient avoir légalement pour effet d'interdire aux élèves qui en font la demande de bénéficier individuellement des autorisations d'absence nécessaires à l'exercice d'un culte ou à la célébration d'une fête religieuse, dans le cas où ces absences sont *compatibles avec l'accomplissement des tâches inhérentes à leurs études et avec le respect de l'ordre public dans l'établissement* »

C'est donc au juge d'apprécier s'il y a trouble à l'ordre public dans la pratique religieuse de l'élève.

Ensuite, une loi du 5 mai 2004 a interdit le port de signes ou tenues par lesquels des élèves manifestent ostensiblement leurs convictions religieuses. Cette loi se révèle bien appliquée.

La tradition d'équilibre : les photos servant pour des pièces d'identité doivent être prises tête nue, ce qui reste raisonnable.

Dans une période au cours de laquelle les esprits peuvent vite s'enflammer, il faut être prudent et laisser la jurisprudence faire son œuvre. La laïcité ç la française a fait ses preuves.

Les questions de religions enflamment très vite : loi contre l'école libre qui provoqua la plus grande manifestation en France. Le fait religieux échauffe les français.